

« L'immigration ne peut s'accommoder de coups de menton et de grands discours »

Le Monde
26/4/11

Pour Dominique Paillé, président de l'Office français de l'immigration, l'intégration n'est pas un échec

Entretien

Dominique Paillé, 54 ans, est le président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), un organisme qui gère les procédures de l'immigration professionnelle et familiale une fois que les préfectures ont donné leur feu vert. Membre du Parti radical, M. Paillé a été nommé à ce poste le 21 janvier, après que Jean-François Copé a mis fin à ses fonctions de porte-parole de l'UMP. Contrairement au ministre de l'intérieur, Claude Guéant, il considère que l'intégration n'est pas en panne. Selon lui, « le problème, ce n'est pas l'immigration, mais la concentration et la ghettoïsation de certains quartiers ».

Que pensez-vous de la volonté de l'Élysée, annoncée vendredi 22 avril, de revoir la gouvernance de Schengen ?

L'attitude de l'Italie, qui octroie des permis de séjour temporaires aux migrants tunisiens, trahit à l'évidence l'esprit de Schengen. Donc, il est légitime que soit demandée une mise au point sur la gouvernance de Schengen.

Ce qui le serait moins, et créerait un précédent fâcheux, c'est s'il y avait une suspension de Schengen. Cela entraînerait alors la dislocation de l'union toujours plus forte que nous souhaitons à l'échelle européenne.

Début avril, le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, a annoncé vouloir une baisse de l'immigration légale. Etes-vous d'accord avec cette idée ?

Sur l'immigration professionnelle, il n'est pas illogique, en période de crise, de s'interroger pour voir si le nombre d'immigrés est en adéquation avec les besoins économiques. Mais il faut le faire de manière extrêmement prudente, sans déséquilibrer le fonctionnement de certains secteurs. Et si l'immigration professionnelle baisse un peu, l'immigration familiale baissera mécaniquement.

Par contre, je ne partage pas les propos de M. Guéant quand il dit que l'intégration est en panne. A l'OFII, nous nous occupons des cinq premières années des migrants en France. Or, les gens qui viennent sont volontaires et font des efforts pour s'intégrer. Ce sont des efforts de base, c'est normal, mais ils apprennent la langue et la citoyenneté. Nous allons d'ailleurs beaucoup travailler pour améliorer ces formations. Et quand ils sont très bien chez nous, ils entament une procédure de naturalisation. Il y en a quand même 100 000 par an sur les 200 000 entrées annuelles.

La difficulté d'intégration ne vient pas de ces gens-là. Elle vient



JULIEN MUGUET/IP3 PRESS/MAXPPP

des enfants d'immigrés qui sont français et qui ne disposent pas des mêmes possibilités d'accès que nos concitoyens au marché du travail. C'est là-dessus qu'il faut faire porter nos efforts.

Le problème, ce n'est pas l'immigration, mais la concentration. C'est la ghettoïsation de certains quartiers qui donne le sentiment d'exclusion à ceux qui y habitent.

En ce sens, soutenez-vous la proposition faite par le Haut Conseil à l'intégration (HCI), dans son dernier rapport, le 12 avril, de conditionner l'octroi des titres de séjour à l'installa-

tion dans certaines régions ?

Non. Les gens vont là où sont leurs familles. Donc, s'ils sont déjà dans les quartiers Nord de Marseille ou en Seine-Saint-Denis, que voulez-vous faire ? On ne va pas faire un regroupement familial en leur disant : « D'accord, mais à condition que vous vous déraciniez en Corèze, où il n'y a pas de boulot ! »

L'immigration professionnelle, elle, répond à la demande d'entreprises. Or, un certain nombre de sociétés qui emploient beaucoup d'immigrés, comme les sociétés de nettoyage ou de services au sol des aéroports, sont plus situées en

Le pape exhorte à la solidarité avec les migrants

Le pape Benoît XVI a lancé, dimanche 24 avril, dans son message pascal, un appel à « la solidarité » et à « l'accueil » des exilés et réfugiés venant d'Afrique. « Aux nombreux exilés et aux réfugiés qui proviennent de différents pays d'Afrique (...) que se manifeste la solidarité de tous ! », a exhorté Joseph Ratzinger dans son message urbi et orbi. Le pape a aussi souhaité qu'« en Libye la diplomatie et le dialogue prennent la place des

armes et que soit favorisée (...) l'accès des secours humanitaires. » Cet appel intervient au moment où, dans plusieurs pays européens, les appels aux limitations de l'immigration se multiplient, comme entre la France et l'Italie. Les révolutions arabes et le conflit en Libye ont amené de nombreux habitants, mais aussi des Africains qui y vivaient comme travailleurs immigrés, à franchir la Méditerranée en direction des pays d'Europe.

région parisienne qu'à Guéret ! Les étudiants vont aussi là où sont les universités.

Que faire, alors ?

L'intégration des générations nées en France ne relève pas de l'OFII mais d'une volonté politique que j'avais cru entendre dans les discours de Nicolas Sarkozy, en 2007.

A l'époque, il avait une idée qui

« C'est la ghettoïsation de certains quartiers qui donne le sentiment d'exclusion à ceux qui y habitent »

ne me plaisait pas, car je suis un républicain, mais qui était parlante : c'était la discrimination positive. On vient aussi de voir que la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité réclame que la discrimination à l'adresse soit prise en compte.

Il y a eu également l'essai du CV anonyme. Le vrai sujet est là et pas sur les 20 000 entrées de moins que veut M. Guéant. Cela fait tout juste de quoi remplir le stade municipal d'Angers !

Beaucoup d'observateurs considèrent aujourd'hui que le système d'attribution des cartes de séjour est extrêmement complexe et précarisant pour les migrants, et qu'il empêche justement une bonne intégration...

Je pense effectivement qu'il faut que l'on audite ce système. Mais il faut le faire avec tous ceux qui interviennent sur ce sujet. En ce sens, je trouve intéressante l'idée du HCI de créer une agence nationale de l'intégration.

Je n'aime pas trop les agences d'ordinaire, mais, aujourd'hui, tout est saucissonné. Le sujet immigration demande une politique fine et ne peut s'accommoder de coups de menton et de grands discours.

Votre discours est très décalé par rapport à celui que vous teniez lorsque vous étiez porte-parole de l'UMP. Etes-vous prêt à quitter l'UMP ?

J'assume tout ce que j'ai défendu en tant que porte-parole de l'UMP. Mais à partir de l'arrivée de Jean-François Copé, j'ai pris mes distances. Je n'ai ainsi pas pris part au débat sur les Roms. Aujourd'hui, je suis toujours secrétaire national à l'intégration à l'UMP, mais je ne ferai de mouvement que quand le Parti radical se sera prononcé, le 15 mai, lors de son congrès. Je suivrai alors sa position. ■

Propos recueillis par
Elise Vincent